

Édito

Le patrimoine, gardien du patriarcat

Ellen Hertz, Alix Heiniger, Cécile Offroy et Hélène Martin

La critique des politiques de la mémoire et du patrimoine joue un rôle central dans la pratique féministe. En témoigne l'événement considéré comme l'acte déclencheur du Mouvement de libération des femmes en France, le détournement parodique d'un lieu de mémoire situé au cœur du système patriarcal : le monument au Soldat inconnu, dont la flamme brûle pour l'éternité sous l'Arc de Triomphe à Paris. Le 26 août 1970, neuf femmes, dont Christine Delphy, membre fondatrice de *Nouvelles Questions Féministes*, orchestrent une performance visant à commémorer les 50 ans d'obtention du droit de vote des femmes états-uniennes. S'approchant du monument avec une énorme gerbe florale, elles disent par leurs banderoles vouloir honorer une personne « plus inconnue que le soldat inconnu, sa femme », rappelant par ailleurs qu'« un homme sur deux est une femme ». Elles sont rapidement arrêtées par les gendarmes, incapables de comprendre le sens de ce geste¹, mais fermement campés dans leur rôle de gardiens de l'ordre patriarcal. L'arrestation des neuf féministes fait ensuite la une des journaux, et c'est ainsi que le MLF accouche de son premier objet matrimoineial².

Avec son double Grand angle – dans le présent numéro et le prochain (46/1), qui paraîtra au printemps 2027 –, *NQF* fait le point sur la critique féministe du patrimoine : quels sont les effets qu'elle a déclenchés, les résistances qu'elle rencontre, les chantiers encore à mener ? Nous partons du constat que le féminisme entretient le plus souvent une relation conflictuelle avec le passé, s'appliquant à déconstruire les multiples héritages destructeurs que

1. Nous conseillons l'instructif entretien de Cathy Bernheim commentant cet événement cinquante ans plus tard, disponible en ligne sur le site de Radio France.

2. Les termes du langage courant sont souvent de faux amis des féministes, qui se voient obligées d'en inventer de nouveaux. En l'occurrence, nous avons ici le choix soit de reprendre la forme adjectivale admise (« matrimonial-e ») tout en insistant sur la nécessité de se la réapproprier (voir à ce propos MNEMA-CPTM, 2021, en ligne), soit d'assumer notre rôle de « faiseuses d'histoires » (Despret & Stengers, 2011). Après de longs débats, le groupe de coordination a opté pour la seconde voie et introduit donc dans la langue française un nouvel adjectif : « matrimoineial-e ».



Neuf femmes tentent de déposer une gerbe en l'honneur de « la femme du Soldat inconnu », le 26 août 1970. ©AFP

l'histoire a légués – aux femmes, bien entendu, et plus généralement à toutes les catégories de personnes minorisées. Ainsi, la critique féministe déconstruit soigneusement les systèmes de domination qui structurent les sociétés passées et présentes, afin qu'ils ne façonnent plus les sociétés futures. Elle porte un regard aiguisé sur la sélection des histoires, des œuvres, des coutumes et des connaissances célébrées pour leur valeur patrimoniale, et analyse comment les politiques mémorielles et commémoratives contribuent à mystifier, à euphémiser, voire à reconduire dans le présent les rapports de pouvoir matériel et symbolique à la base de ces systèmes de domination. La notion de « matrimoine », que nous déclinons dans sa diversité dans ce double Grand angle, est un outil précieux dans cet effort.

Les matrimoines pour déconstruire le patrimoine

Si les premières traces écrites du mot « matrimoine » remontent au 12^e siècle, le terme a été remodelé et remis en circulation au début du 21^e siècle par des féministes qui se sont penchées sur les biais sexistes des politiques de la mémoire et du patrimoine (Hertz, 2002; Foucher-Zarmanian et Bertinet, 2017). Le matrimoine féministe peut être défini en premier lieu par ce qu'il n'est pas : une liste, réifiée et naturalisante, de monuments, d'œuvres ou de traditions déclinés au féminin. Pensé comme un jeu de mots, le matrimoine est plutôt entré dans le monde culturel comme une notion performative, visant avant tout à produire des effets. Il est nourri d'émotions : de la colère face à l'androcentrisme des institutions culturelles, mais aussi du plaisir espiègle à détourner leurs biais criants pour créer du neuf. Comme l'explique Florence Caeymaex (2021: 184), le matrimoine est :

[L]’énoncé polémique d’une triple revendication: d’abord, le droit pour les autres à figurer dans l’inventaire (femmes, racisés, sous-prolétaires, paysans et plus généralement tous les sans-privilèges), y compris en nom propre (c’est-à-dire pas seulement sous des appellations impersonnelles telles que «la Femme», «les ouvriers», les «déportés»); ensuite, l’affirmation d’un droit d’inventaire par celles et ceux qui, historiquement, ont été privés du pouvoir de désigner ce qui mérite d’être transmis et hérité; enfin, la critique et la réinvention du répertoire des valeurs et des significations partagées à travers lesquelles nous faisons, tant bien que mal, communauté.

Rien de moins !

Souvent formulé au pluriel pour respecter la pluralité de ses expressions ainsi que la variété des postures des actrices qui le mobilisent, le terme vise à produire une archive historique juste et tournée vers l’avenir. Ainsi comprise, la notion a l’avantage de s’ouvrir au caractère malléable du patrimoine lui-même, permettant non seulement une relecture critique des politiques de la commémoration et de la mémoire instituées, mais aussi une exploration de nouveaux formats et critères matrimoniaux mobilisés par des artistes et activistes féministes et queer, qui tentent de détourner et dépasser les rapports de domination hérités du passé. C’est ainsi que doivent être comprises, par exemple, les pratiques contestataires du *bloque negro* des féministes mexicaines, documentées par Delphine Lacombe. Pour protester contre la passivité de l’État mexicain face aux vagues de féminicides dans le pays, ces femmes ont inventé des pratiques «alter-monumentalistes» consistant à resignifier des bâtiments et monuments au centre de Mexico par des tags tels que «La patrie tue ; féminicide, patrimoine national» (Lacombe, 2025).

Les pratiques matrimoniales que nous exposons dans ce Grand angle peuvent être divisées en deux grandes catégories (même si dans les faits les tendances s’entremêlent): d’un côté (le présent numéro), des réflexions et réécritures qui déconstruisent les processus d’invisibilisation et d’exclusion qui caractérisent la plupart des institutions, pratiques, archives et monuments qualifiés de patrimoniaux aujourd’hui; de l’autre (le Grand angle de 46/1 de NQF, à venir), des actions et mobilisations qui visent à reconfigurer ces objets, lieux et pratiques sous des formes plus égalitaires et inclusives. À travers une diversité d’approches et de thèmes, ces deux Grands angles mobilisent ainsi la notion de patrimoine pour revenir, d’une part, sur la ténacité de l’androcentrisme dans la constitution de la mémoire publique et, d’autre part, sur la créativité des réponses aux mécanismes d’«oubli» et de minorisation qui caractérisent les politiques du patrimoine. Ensemble, ils montrent comment, face à des politiques patrimoniales qui reconduisent des rapports de domination sexistes, racistes et classistes, les actrices culturelles luttent pour promouvoir des héritages qui nourrissent notre capacité à connaître le véritable rôle des femmes et des groupes minorisés dans les sociétés passées et à imaginer les sociétés émancipatrices de l’avenir.

L'histoire des femmes, encore et toujours

Ce constat établi, la question se pose néanmoins : comment penser le patrimoine sans tomber dans les travers des institutions patrimoniales connues ? Pour y répondre, aucun domaine n'est plus utile que l'histoire des femmes, qui a maintes fois démontré que, malgré les tentatives d'oubli, de minorisation et de dénigrement dont les femmes ont été l'objet dans l'historiographie moderne, leurs paroles et leurs actes transparaissent dans les archives, fournissant de précieuses indications des voies à suivre et des pièges à éviter. En effet, l'histoire bien menée est celle des « résistances que les femmes, individuellement et collectivement, ont constamment opposées à leur subordination et à leur domination » (Caeymaex, 2021: 191).

Depuis un peu plus de cinquante ans, l'essor de l'histoire des femmes et du genre a permis de combler les lacunes d'une approche longtemps essentiellement orientée vers la présentation d'un passé dans lequel les groupes marginalisés – qui composent, ne l'oublions pas, la majorité de la population ! – jouaient un rôle de figuration, quand ils n'étaient pas tout simplement exclus. Cette historiographie renouvelée a pris racine à une période de remise en question fondamentale de l'ordre social, alors que des courants contestataires tentaient de produire un récit intégrant des actrices restées à la marge, comme l'histoire par le bas (*history from below*)³. En Amérique du Nord puis en Europe, les féministes avaient besoin d'historiciser la place des femmes dans la société pour mettre au jour leur héritage et mieux ancrer leur combat.

Dès les années 1970, elles ont dénoncé l'invisibilisation des femmes dans l'histoire et, plus largement, l'androcentrisme et l'ethnocentrisme des collections artistiques ouvertes au public (Nochlin, 1971). Elles ont créé des espaces pour produire un discours scientifique que nous pourrions aujourd'hui qualifier de matrimoineial (Woodtli, [1975] 1977; Gordon *et al.*, 1976; Ryter *et al.*, 1985; Perrot, 1998: XI-XIII)⁴. Elles ont aussi rapidement considéré le genre dans ses interactions avec d'autres axes d'oppression, comme le souligne Joan W. Scott dans son célèbre article « Gender, a useful cattery of analysis » (1986: 1054).

Évidemment, l'androcentrisme des institutions de la mémoire n'est pas l'effet naturel de la plus grande capacité d'agir des hommes, mais le

3. L'ouvrage le plus connu de cette tendance est celui d'Edward P. Thompson (1968). Le volume collectif coordonné par Raphaël Samuel en 1981 réunit des auteures de différents pays et contient même une section « Feminism » (Samuel, 1981). L'idée de renverser la perspective historique en adoptant le point de vue des actrices généralement ignorées a ensuite essaimé en dehors des espaces européens et nord-américains, ouvrant ainsi de nouveaux horizons non seulement géographiques, mais aussi méthodologiques à l'*history from below* (Bhattacharya, 1983).

4. Pour éviter un effet d'inventaire, nous n'incluons que quelques références qui concernent les États-Unis, la France et la Suisse. Beaucoup d'autres publications auraient leur place ici et documenteraient un mécanisme similaire, y compris dans d'autres espaces nationaux.

résultat d'une idéologie patriarcale qui fait des femmes, tout comme d'autres groupes sociaux dominés, des sujets de moindre importance, et qui disqualifie leurs actions et leurs productions. Cette idéologie s'est manifestée par des interdictions, des tabous, des indifférences et des silences imposés à ces personnes, et parfois intériorisés par celles-ci. Ainsi, les historiennes du genre rencontrent les plus grandes difficultés à trouver des sources écrites par des femmes, que celles-ci aient été empêchées d'écrire, que leurs productions n'aient pas été préservées ou, plus triste encore, qu'elles aient volontairement détruit leurs œuvres, journaux et lettres, par pudeur, par peur, ou encore par conviction qu'elles n'intéresseraient pas la postérité. Un apport essentiel des historiennes féministes a précisément été d'identifier les moyens de retrouver les femmes dans les sources, quitte à lire celles-ci à contre-courant, en étant attentives aux silences, aux implicites et aux interstices (Zemon Davis, 1997; Chaudhuri *et al.*, 2010).

C'est à un exercice analogue que se livre l'historienne de l'art Diane Antille dans ce numéro. L'autrice montre comment des biais androcentrés et la primauté du visible en histoire de l'art ont empêché de considérer les femmes dans la construction de narratifs mémoriels. Elle le démontre en s'intéressant aux legs de la reine Jeanne d'Évreux (1310-1371), qui se sont transmis selon les conditions prévalant à l'époque. En tant que reine, elle est tenue d'accroître son trésor céleste par des actions charitables, et non d'accumuler, à l'instar des rois, des biens matériels au profit du trésor. En tant que femme, elle ne peut accéder au trône, et la naissance de sa troisième fille met fin à la dynastie capétienne. Les legs qu'elle fait à l'Église et les conditions auxquelles elle les associe sont, selon Antille, des manières de rendre visible et de régénérer la dynastie capétienne, si bien que, y compris en tant qu'« objets fantômes » quand ils ont matériellement disparu, les legs de la reine constituent un véritable matrimoine.

Le cas de Jeanne d'Évreux montre, en creux, que l'exclusion des femmes des récits historiques, y compris dans les hautes sphères du pouvoir, ne peut qu'engendrer une histoire partielle et partiale. Dans une période plus récente, le long 19^e siècle français en offre un exemple paradigmatique : alors que les femmes sont aux avant-postes, elles disparaissent de l'histoire des révolutions. De 1789, seule Olympe de Gouges et sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne sont parvenues jusqu'au grand public ; les autres ont été au mieux oubliées, au pire humiliées et traitées de folles, comme Théroigne de Méricourt qui, en 1792, exhortait les femmes à « briser [leurs] fers » pour sortir de leur « honteuse nullité » (Riot-Sarcey, 2015 : 8). Les récits de 1830, 1848 et 1871 ne leur réservent qu'une place marginale, oubliant que « le peuple » est à moitié féminin. Or, les femmes n'ont pas exclusivement servi la Commune en tant qu'ambulancières, mais ont aussi posé des questions fondamentales comme celles de l'égalité et de l'éducation.

Fort heureusement, l'histoire des femmes et des rapports sociaux de sexe ne constituent plus des thèmes aux marges de la recherche, même si les attaques idéologiques n'appartiennent pas au passé (voir le Grand angle du numéro 44/2, « Antiféminisme : regards sur un phénomène global »). Toutefois, il reste à dévoiler les mécanismes qui conduisent à occulter, de manière étonnamment constante, la place des femmes et des groupes marginalisés dans l'espace et la mémoire publics. *In fine*, que nous est-il donné à voir dans les musées, les bibliothèques, les écoles, les théâtres, ou tout simplement dans la rue ? Une histoire partielle et partielle du rôle des groupes dominés, en plus d'être erronée, y fait barrage à la possibilité de construire une société où règnerait l'égalité. En passant sous silence des récits marginalisés, des antécédents inspirants, des expériences éprouvées, la privation d'histoire n'est autre qu'une privation d'identité, et donc une privation de futur.

Dans l'entretien qu'elle nous accorde dans le présent Grand angle, Titou Lecoq insiste précisément sur l'importance d'élargir la diffusion de l'histoire des femmes. Dans *Les Grandes oubliées* (2021) ou *Les Femmes aussi ont fait l'Histoire* (2023), son écriture drôle et percutante, adressée tant aux adultes qu'aux enfants, a montré comment l'histoire des femmes peut devenir un objet accessible au plus grand nombre, à travers des ouvrages qui sont des succès de librairie durables.

La lente refonte des politiques patrimoniales ?

Nous l'avons dit, c'est la perspective patriarcale qui a dominé les politiques patrimoniales depuis leur création au 19^e siècle et guidé la sélection de ce qui mérite d'être documenté, préservé et commémoré du passé. Par renvoi d'ascenseur, ce passé est dès lors matérialisé dans des milliers de monuments, musées, archives, inventaires et lieux de mémoire célébrant les faits et gestes de « Grands Hommes » ainsi que les œuvres de « génies », toujours conjugués au masculin. Décortiquant les biais des politiques du patrimoine, Sarah Ellen Shortliffe parle du « *myth of a gender neutral heritage* » (2015). Par ailleurs, la relecture féministe de la notion de patrimoine culturel (Smith et Akagawa, 2008 ; Reading, 2015 ; Colella, 2018 ; Grahn et Wilson, 2018) a mis au jour la panoplie de techniques et d'écueils qui contribuent à invisibiliser les contributions culturelles des femmes ou d'autres groupes minorisés. Les biais s'étendent jusqu'au « patrimoine sombre », comme l'a montré Anna Reading dans son étude des musées de l'Holocauste (2002), qui analyse comment la muséographie et les sites commémoratifs ont fait disparaître les traces des femmes juives et roms. Qu'ils soient victorieux ou victimes, les hommes apparaissent comme les seuls acteurs dont la mémoire collective peut et doit garder des traces.

Les résistances à une refonte véritablement égalitaire des politiques de la mémoire ne sont pas toujours immédiatement perceptibles. Quand les

concepts et critères mobilisés pour identifier le patrimoine ou promouvoir la culture sont prisonniers des logiques binaires à la base du patriarcat, les résistances sont indirectes, et donc difficiles à cerner et à combattre. C'est le cas, par exemple, de la division public/privé, si structurante du patriarcat dans sa configuration moderne : aux hommes, la sphère publique, les grandes idées et gestes, bref l'Art avec un grand A ; aux femmes, la sphère privée, l'imitation et les arts domestiques. Cette division genrée du travail culturel se lit clairement dans la manière dont sont considérées les formes du patrimoine dites matérielle (pour eux) et immatérielle (pour elles). Par ce biais, les femmes, pauvres en biens, mais riches en « valeurs » et « savoir-faire traditionnels », sont exclues de la modernité et des espaces publics, renvoyées à ces lieux fantasmés d'authenticité, de tradition et d'intimité que sont les cuisines ou les chambres d'enfants (Hertz, 2011 ; Bevilacqua, 2015).

Dans le présent Grand angle, deux autrices s'intéressent à ces mécanismes subtils de classement du patrimoine qui opèrent dans les coulisses des musées. Marina Berazategui et Fassaleh Taal se penchent sur la manière dont les biais sexistes (entre autres) s'immiscent dans la matérialité du travail de catalogage des objets, conduisant à marginaliser certains groupes sociaux dans les collections muséales. Sous une forme inédite dans nos pages, la BD, elles décortiquent les processus d'indexation des objets stockés par milliers dans les réserves des musées. Ces questions qui paraissent techniques au premier abord recèlent une dimension incontestablement idéologique, qui explique l'invisibilisation d'objets liés aux contre-cultures et aux groupes marginalisés. Les systèmes de classement et de catégorisation produisent des effets pervers dus aux codes culturels de leurs créateurs, situés parfois dans un passé éloigné.

Certes, depuis un certain temps, l'attention portée au patrimoine dit « des femmes » par des institutions culturelles vit une évolution parallèle à celle de l'histoire des femmes décrite ci-dessus. La notion de patrimoine est, par exemple, à la base d'innovations comme les Journées du patrimoine, désormais institutionnalisées en France, au Québec et en Suisse. En Suisse romande, l'association Sujettes, dont le portrait figure dans la rubrique Collectif de notre dernier numéro (Bertaud, 2026), est à l'origine de la mise en place des Journées du patrimoine à Lausanne, qui rencontrent un franc succès. Quant à l'UNESCO, principal lieu d'élaboration des politiques internationales en matière de patrimoine et d'encouragement à la culture, tous ses documents contiennent aujourd'hui des appels à « l'égalité et la diversité des genres » (voir, par exemple, UNESCO, 2014).

Est-ce à dire que nous sortons lentement mais sûrement de l'auberge ? Le doute est permis. En effet, malgré des déclarations de principe, aucune convention de l'UNESCO portant sur le patrimoine n'intègre dans ses considérations préliminaires la Convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979, qui contraint pourtant chaque État partie

à un examen juridique de ses politiques en matière d'égalité de genre. Les chercheuses Janet Blake (2008) et Helga Janse (2023) ont pu montrer par ailleurs que cette absence n'est pas un simple oubli, mais le résultat du refus opposé par certains États parties d'accorder une force contraignante au concept d'égalité de genre dans l'application des conventions sur le patrimoine. Si l'on en croit Chiara Bortolotto, observatrice de longue date des politiques de l'UNESCO en matière de patrimoine immatériel :

*Porte-parole du discours officiel sur le patrimoine, l'UNESCO s'appuie sur des concepts consensuels et aseptisés (égalité de genre, approche bottom-up et participation communautaire), mais ne peut pas accueillir en son sein de contre-discours contestataires, comme la perspective féministe critique portée par le matrimoine.*⁵

Dans le présent numéro, Cécile Talbot interroge les limites des discours officiels sur l'égalité en matière de patrimoine par le biais d'une étude empirique de la mise en œuvre des Journées du matrimoine au sein d'une association de professionnel·les du théâtre en France. L'article montre comment cette action de réhabilitation répond à une recherche de légitimité de la part des militantes, et agit à son tour sur la définition des politiques publiques du patrimoine. L'autrice souligne dans le même temps les effets ambigus d'une mobilisation qui, en attirant l'attention sur des figures féminines du passé, renforce la position subalterne qu'occupent les professionnelles en activité dans ce milieu artistique. Ainsi, les initiatives pour promouvoir les créations d'artistes femmes se heurtent à des résistances et peinent parfois à s'extraire des rapports sociaux qui traversent les mondes où elles prennent place.

C'est ce que relate également Marys Renné Hertiman dans son article qui revient sur les entraves symboliques et matérielles rencontrées par un collectif féministe dans l'élaboration d'une contre-histoire de la bande dessinée. Si ce travail, réalisé durant plusieurs années, a mis en exergue les logiques présidant à l'invisibilisation des créatrices dans le récit officiel du neuvième art, il a aussi rencontré ses limites dans la tension entre un engagement militant soutenu, une reconnaissance institutionnelle fragile et un contexte de travail précaire et mal rémunéré. L'autrice invite ainsi à ouvrir une réflexion éthique sur les conditions matérielles des démarches de production de savoirs et de mise en mémoire féministes.

Les matrimoines pour penser des avenir·s émancipateurs

Bien qu'elles puissent sembler marginales, car « symboliques », les politiques de la mémoire et du patrimoine soulèvent des enjeux réels pour l'émancipation

5. Citée dans Lerolle, Maxime, « Le "matrimoine" revient en force », *CNRS Le Journal*, 19 septembre 2025, en ligne.

des femmes, et par extension pour toutes les catégories de personnes sujettes aux dominations historiques. La gendarmerie des Champs-Élysées ne s'y est pas trompée: la mise en place de politiques égalitaires ferait trembler la bâtisse, en révélant non seulement la réalité des oppressions du passé, mais aussi celle des résistances multiples que les groupes dominés ont opposées à leur domination depuis toujours, ainsi que les nouvelles forces qui luttent pour des sociétés inclusives et égalitaires bâties sur une compréhension juste du passé.

Concluons alors provisoirement avec la question que l'une de nous a posée, il y a de cela plus de vingt-cinq ans: « Si nous repensions notre "patrimoine" en termes féministes, si nous le pensions en termes de matrimoine, quels nouveaux régimes de gestion, de gestation, de stationnement pourrions-nous engendrer? » (Hertz, 2002: 154). Le contre-inventaire est lancé, avec une première inscription sur la liste, celle de la Femme du soldat inconnu. ■

À propos de la couverture

La photo qui figure sur la couverture de ce numéro est tirée de l'exposition « Sortie de Terre » de l'artiste plasticienne française Stéphanie Cailleau. Dans ses propres mots, Cailleau « développe une œuvre polymorphe. Il serait d'ailleurs inutile de cloisonner sa pratique dans un champ disciplinaire – bio art, land art ou art textile, peu importe » (citation tirée du site web de l'artiste, en ligne). En plus de sa beauté, cet œuvre représente, à nos yeux, un double exemple de matrimoinialité: par sa focale sur les techniques du corps et de l'habillement entre nature et culture, et par l'attitude anti-conventionnelle de l'artiste (« peu importe la discipline »).

L'exposition a beaucoup voyagé, sous des coutures différentes. Cette photo (© Olivier de Sépibus), tirée de chez DIEesidenz en 2021, suit une avant-première qui a eu lieu lors des Journées du matrimoine du 18 au 20 septembre 2020 organisées par l'association Matrimoine-en-Diois en France.

Références

- Bertaud, Nathalie, 2026, « Sujettes. Une association dédiée à la mise en valeur du matrimoine suisse », *Nouvelles Questions Féministes*, 45 (1), 148-150.
- Bevilacqua, Salvatore, 2015, « L'impensé du genre dans la patrimonialisation du régime méditerranéen », *Journal des anthropologues*, 140-141, 51-71.
- Bhattacharya, Sabyasachi, 1983, « "History from Below" », *Social Scientist*, 11 (4), 3-20.
- Blake, Janet, 2008, « UNESCO's 2003 Convention on intangible cultural heritage: The implications of community involvement in "safeguarding" », in Smith, Laurajane et Akagawa, Natsuko (eds), *Intangible Heritage*, Londres: Routledge, 59-87.

- Caeymaex, Florence, 2021, «Reprise. Mémoire, histoire et espace public à l'épreuve du matrimoine», in *Matrimoine. Quand les femmes occupent l'espace public*, Liège: Cahiers du CPTM 2, 179-193.
- Chaudhuri, Nupur, Katz, Sherry J. et Perry, Mary Elizabeth (eds), 2010, *Contesting archives: finding women in the sources*, Urbana: University of Illinois Press.
- Colella, Silvana, 2018, «“Not a mere tangential outbreak”: gender, feminism and cultural heritage», *Il Capitale culturale*, 18, 251-275.
- Despret, Vinciane et Stengers, Isabelle, 2011, *Les faiseuses d'histoires. Que font les femmes à la pensée?*, Paris: La Découverte.
- Duby, Georges et Perrot, Michelle (dir.), 1991, *Histoire des femmes en Occident* (5 volumes), Paris: Plon.
- Foucher-Zarmanian, Charlotte et Bertinet, Arnaud, 2017, «Introduction», *Culture & Musées*, 30, 17-29.
- Gordon, Ann D., Buhle, Mari Jo et Dye, Nancy Schrom, 1976, «The problem of women's history», in Beren, Carroll (ed.), *Liberating women's history. Theoretical and critical essays*, Urbana/Chicago/Londres: University of Illinois Press, 75-92.
- Grahn, Wera et Wilson, Ross J. (eds), 2018, *Gender and heritage: Performance, place and politics*, Londres: Routledge.
- Hertz, Ellen, 2002, «Le matrimoine», in Gonseth, Marc-Olivier, Hainard, Jacques et Kaehr, Roland (dir.), *Le Musée cannibale*, Neuchâtel: Musée d'ethnographie de Neuchâtel, 153-168.
- Hertz, Ellen, 2011, «On ne naît pas “femme cuisinière”, on le devient: genre et transmission culturelle à l'UNESCO», in Adell, Nicolas et Pourcher, Yves (dir.), *Transmettre quel(s) patrimoine(s): Autour du patrimoine culturel immatériel*, Paris: Michel Houdiard Éditeur, 223-238.
- Janse, Helga, 2023, «Unesco's Convention for the safeguarding of the intangible cultural heritage and the “goodness criteria”», *International Journal of Intangible Heritage*, 18, 16-30.
- Lacombe, Delphine, 2025, «Insurrection féministe contre les violences patriarcales à Mexico (2019-2024): bloque negro, iconoclasme et alter-monumentalisme», *Nouvelles Questions Féministes*, 44 (1), 12-29.
- MNENA-CPTN (Centre pluridisciplinaire de la transmission de la mémoire), 2021, «Matrimoine. Quand des femmes occupent l'espace public», *Les Cahiers du CPTM*, 2, en ligne.
- Nochlin, Linda, 1971, «Why have there been no great women artists», *ARTnews*, 69 (9), 22-39.
- Perrot, Michelle, 1998, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris: Flammarion.
- Reading, Anna, 2002, *The social inheritance of the Holocaust: Gender, culture and memory*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Reading, Anna, 2015, «Making feminist heritage work: Gender and heritage», in Watson, Emma et Waterson, Steve (eds), *The Palgrave handbook of contemporary heritage research*, Londres: Palgrave Macmillan, 397-413.
- Riot-Sarcey, Michèle, 2015, *Histoire du féminisme*, Paris: La Découverte.
- Ryter, Annamarie, Wecker, Regina et Burghartz, Susanna, 1985, *À la recherche du passé féminin: récits de la deuxième rencontre des historiennes suisses*, octobre 1984, Bâle: Schwabe, en ligne.
- Samuel, Raphael (ed.), 1981, *People's history and Socialist theory*, Londres: Routledge & Kegan Paul.
- Scott, Joan W., 1986, «Gender: A useful category of historical analysis», *The American Historical Review*, 91 (5), 1053-1075.
- Shortliffe, Sarah Ellen, 2015, «The myth of a gender neutral heritage», in Bourdeau, Laurent, Gravari-Barbas, Maria et Robinson, Mike (eds), *World heritage, tourism and identity: Inscription and co-production*, Londres: Routledge, 107-120.
- Smith, Laura Jane et Akagawa, Natsuko (eds), 2008, *Intangible heritage*, Londres: Routledge.
- Thompson, Edward P., 1968, *The making of the English working class*, Middlesex: Penguin Books.
- UNESCO, 2014, *Gender Equality, Heritage and Creativity*, Paris: UNESCO.
- Woodtli, Susanna, [1975] 1977, *Du féminisme à l'égalité politique: un siècle de luttes en Suisse 1868-1971*, Lausanne: Payot.
- Zemon Davis, Natalie, 1997, *Juive, Catholique, Protestante. Trois femmes en marge au XVII^e siècle*, Paris: Seuil.